

Colloque National sur l'Agroécologie à Madagascar : sa mise à l'échelle et sa place dans l'atteinte des objectifs de sécurité alimentaire et d'adaptation aux changements climatiques

Intégration de l'Agroécologie dans les politiques publiques

Tahina Raharison

Betty Wampfler, Eric Penot, Jean-François Bélières

Ecole Doctorale Economie et Gestion - L'Institut Agro/Montpellier SUPAGRO

19 Avril 2022

l'institut Agro
agriculture • alimentation • environnement

Montpellier
SupAgro

AFD
AGENCE FRANÇAISE
DE DEVELOPPEMENT

ISDM
Professionnels de l'Agro-écologie

cirad
LA RECHERCHE AGRONOMIQUE
POUR LE DEVELOPPEMENT

SPAD
SYSTEMES DE PRODUCTION
AGROECOLOGIQUE ET DURABLES
MADAGASCAR

FOFIFA

GRET

**coopération
allemande**
DEUTSCHE ZUSAMMENARBEIT

Financé en partie par
giz
Service allemand
de coopération
technique GIZ GmbH

Contexte et objectifs de la thèse

Thèse conçue sur une problématique de développement (changement d'échelle de la diffusion de l'Agroécologie pour le développement durable) et traduite en question de recherche

Objectif de recherche et objectif méthodologique

- Analyser les conditions institutionnelles, en situation de petite agriculture familiale, d'une transition vers l'intensification écologique en prenant en compte le caractère systémique et pluri-niveaux des processus d'innovation à l'œuvre
- Définir un cadre d'analyse économique, social et institutionnel pour analyser le processus d'innovation, et pour comprendre/soutenir le mécanisme de transition vers l'intensification écologique

Objectifs de développement

- Comprendre et faire comprendre les conditions institutionnelles, en situation de petite agriculture familiale, d'une transition vers l'intensification écologique portée par les choix des exploitations agricoles, et les dynamiques politiques, sociales, économiques et environnementales.
- Mener une réflexion prospective sur les leviers d'action utilisables par les politiques publiques pour accompagner, à plus grande échelle, le développement de ce modèle d'agriculture durable.

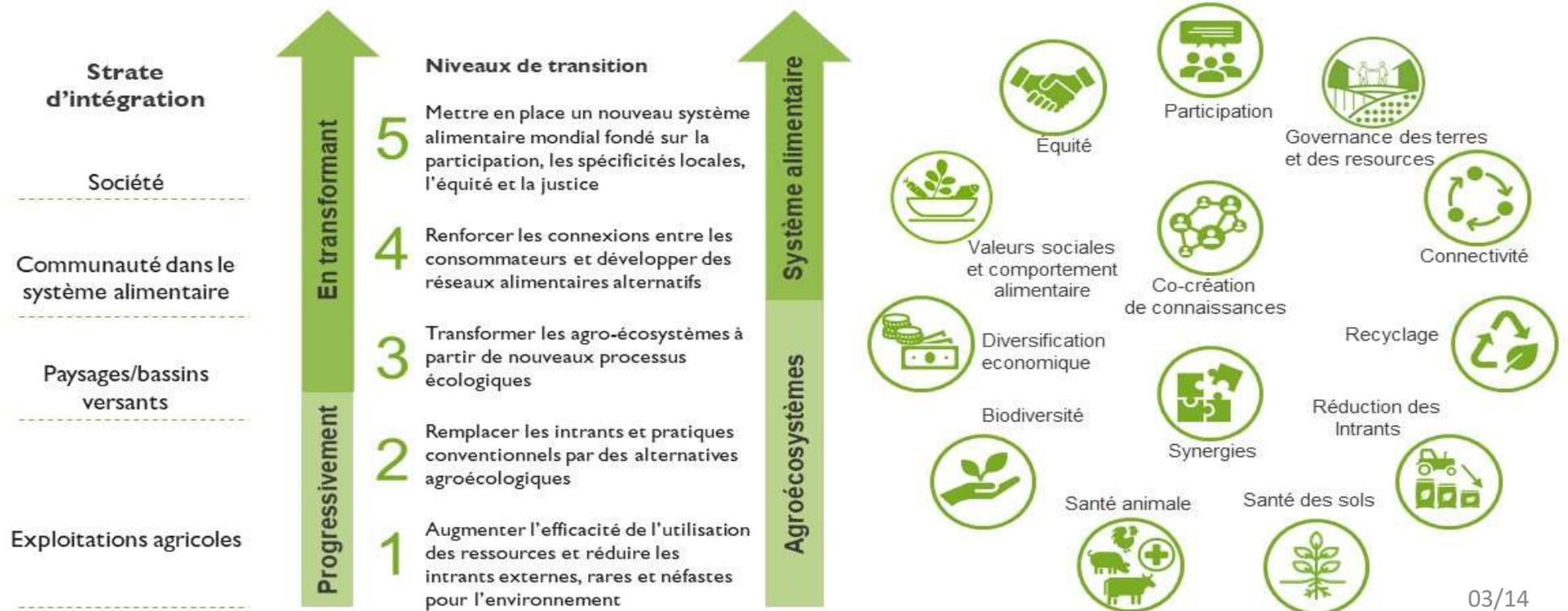
Quelques définitions de cadrage

Agroécologie ... Pas de définition consensuelle, mais plusieurs définitions :

- Option pour parvenir à une agriculture durable (Altieri, 1983 ; Altieri and Nicholls, 2005 ; Wezel et al., 2009)
- Etude, conception et gestion des agroécosystèmes durables (Altieri, 2000 ; Gliessman, 2006)
- Pratiques résilientes face à la crise environnementale, à la crise de la biodiversité et à la crise énergétique (Altieri, 2011)
- Science, mouvement social et pratiques agricoles (Wezel et al., 2009)
- Conception et gestion du système alimentaire durable (Francis et al., 2003 ; Gliessman, 2007)

Beaucoup de réflexions pour la transition agroécologique sur la base des principes agroécologiques

13 principes de l'Agroécologie (HLPE, 2019) élaborés à partir des 10 éléments de la FAO (2018) et des 5 niveaux de transition agroécologique de Gliessman (2014)



Quelques définitions de cadrage

Concept AIC selon la FAO (2013)



AUGMENTE DURABLEMENT

RENFORCE LA RÉSILIENCE

RÉDUIT LA CONTRIBUTION DE
L'AGRICULTURE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'AIC dans leurs applications à Madagascar correspondent aux pratiques AE (GSDM, 2016) et regroupent : Agriculture de Conservation, Agroforesterie et reboisement, Intégration agriculture-élevage, Gestion des matières organiques, Gestion intégrée des pestes et ravageurs, Utilisations des plantes rustiques et adaptées aux milieux, gestion du paysage (embocagement, haie vive) ...

L'Agriculture de Conservation (FAO, 2008) ou SCV - Semis direct sur couvertures Végétaux (Séguy et al., 2004), partie intégrante de l'AIC/AE, est un ensemble de techniques reposant sur trois piliers : i) Minimum de perturbation des sols ; ii) Couverture permanente du sol avec des résidus de culture et/ou plantes de couverture ; iii) Diversification de cultures (rotations, associations, plantes de services)

Cadrage conceptuel

Pourquoi Intensification écologique?

- Aujourd'hui, les pratiques de l'agriculture familiale (comme à Madagascar) intègre déjà en grande partie les **principes agroécologiques** → **Diversification économique, Diversité animale et végétale, Intégration agriculture/élevage, Assolements complexes et très diversifiés, Recyclage (utilisation de fertilisation organiques de différentes sortes) et réduction des intrants (peu d'intrants de synthèse)** → **de facto? Plutôt connaissances empiriques complexes pour s'adapter aux conditions actuelles** ...mais elles ne sont pas durables car faible productivité, et parfois, très consommatrices/destructrices de ressources naturelles. Le fond de la question c'est **comment intensifier, produire plus et mieux**, d'où l'option **intensification écologique**.
- *L'intensification écologique est un processus qui utilise au mieux, ou intensifie, les fonctions des écosystèmes (Griffon, 2013), en valorisant les connaissances/savoirs sur les processus écologiques (Bonny, 2010)*

Pourquoi transition?

- Intensification écologique : modèle rarement adopté à grande échelle pour résoudre les problématiques de développement et de productivité agricole, de sécurité alimentaire et nutritionnelle de protection des ressources naturelles par **les politiques publiques, les acteurs, dans les dispositifs de développement ...**

Problématique et questions de recherche

Problématiques

Débats → Au-delà des contraintes techniques, existence de contraintes économiques et institutionnelles (Kassam, 2011 ; Piraux et al., 2010) ? Nécessité de dispositifs d'accompagnement spécifiques et des politiques publiques adaptées (Ribier V., Griffon M., 2006) ; ou des difficultés de mise en politique (Lamine et al., 2019).

Beaucoup de réflexions sur la transition agroécologique (sociotechniques, socio-environnementaux, ...) ... mais connaissances limitées sur les mécanismes et les conditions institutionnelles (facteurs favorables, verrouillages) de la transition, notamment en petite agriculture familiale

En économie → Institution = règle de jeu (formelle comme les cadres juridiques, ou informelle) – issu des stratégies d'acteurs et des coordinations des systèmes d'acteurs

Questions de recherche

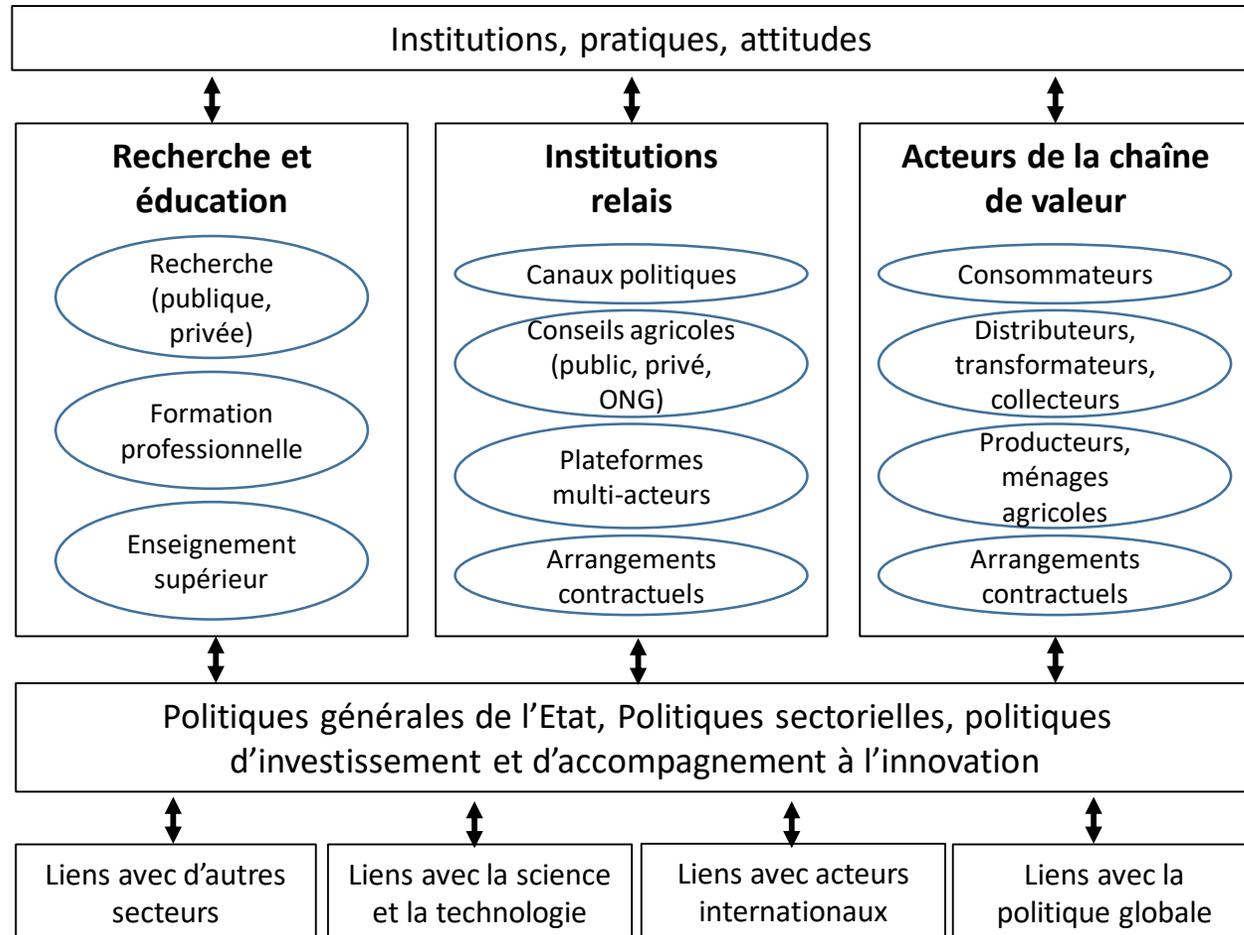
Quelles sont les conditions institutionnelles pour parvenir à une réelle transition vers l'intensification écologique en situation de petite agriculture familiale ?

Les politiques publiques, les systèmes d'acteurs et les dispositifs d'accompagnement façonnent-ils aujourd'hui un cadre incitatif au développement de l'intensification écologique ? Y-a-t-il des verrous ?

Quelles politiques publiques pour accompagner la transition vers l'intensification écologique ?

Cadre conceptuel et cadre d'analyse

Le **concept de système d'innovation** vise à comprendre comment un ensemble d'institutions, d'organisations, de réseaux et d'acteurs peuvent interagir pour favoriser l'innovation dans un espace national, régional ou sectoriel donné autour du développement d'une technologie (Carlsson et al., 2002 ; Touzard et al., 2015).



Modèle conceptuel de système d'innovation (World bank, 2017)

Analyse au travers d'une lecture institutionnelle

Intégration de l'intensification écologique dans les référentiels et pratiques des acteurs du système d'innovation

- **Concept de référentiel (valeurs, normes, algorithmes, images) (Muller, 2013, 2020)**
- **Dispositifs institutionnels, organisations et interactions (forums et arènes) ... Les dispositifs d'accompagnement/ressources, les modalités d'intervention des acteurs du système d'innovation ... en lien à l'accompagnement de l'intensification écologique**
- **Les pratiques au niveau des ménages et apport de l'intensification écologique – Cadre des moyens d'existence (SRL)**

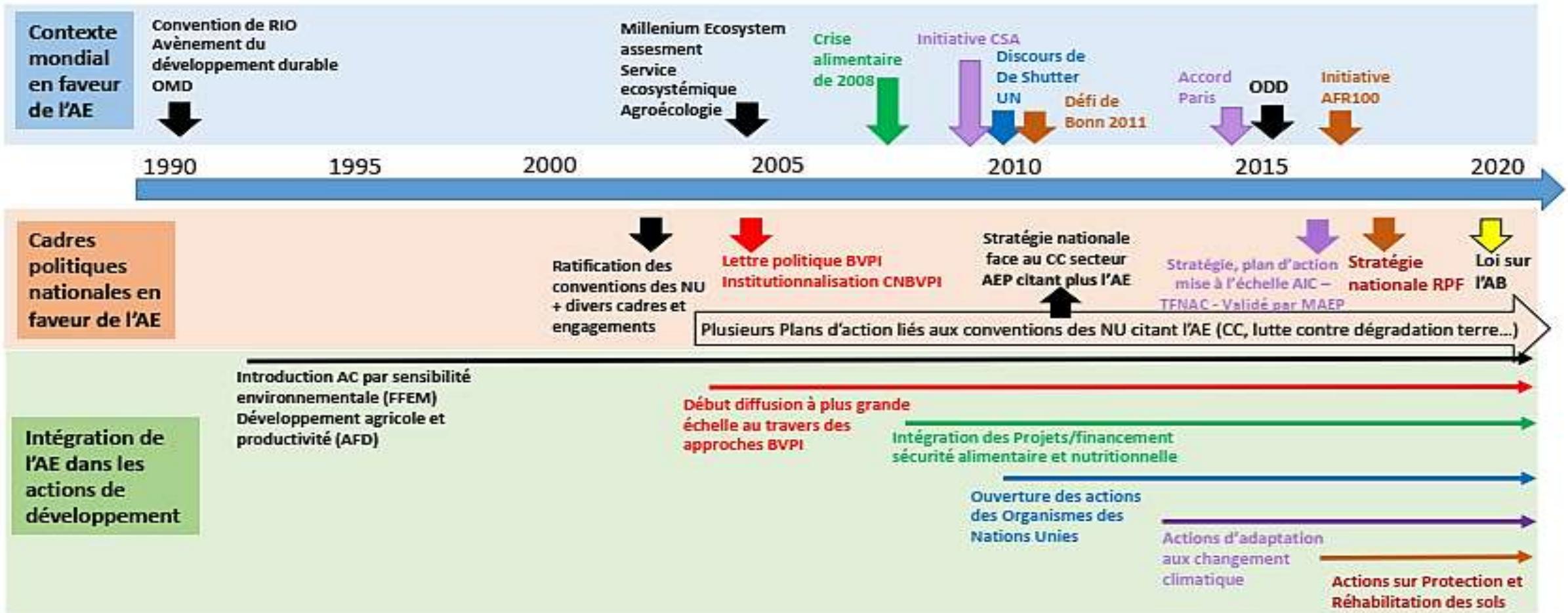
Facteurs favorables et/ou verrouillages institutionnels :

- Changement institutionnel (North, 1990 ; Kuk, Moors and Hekkert, 2016)
- Dépendance de sentier (North, 1990 ; Pierson, 2000)

Quelques Résultats sur les analyses des politiques publiques

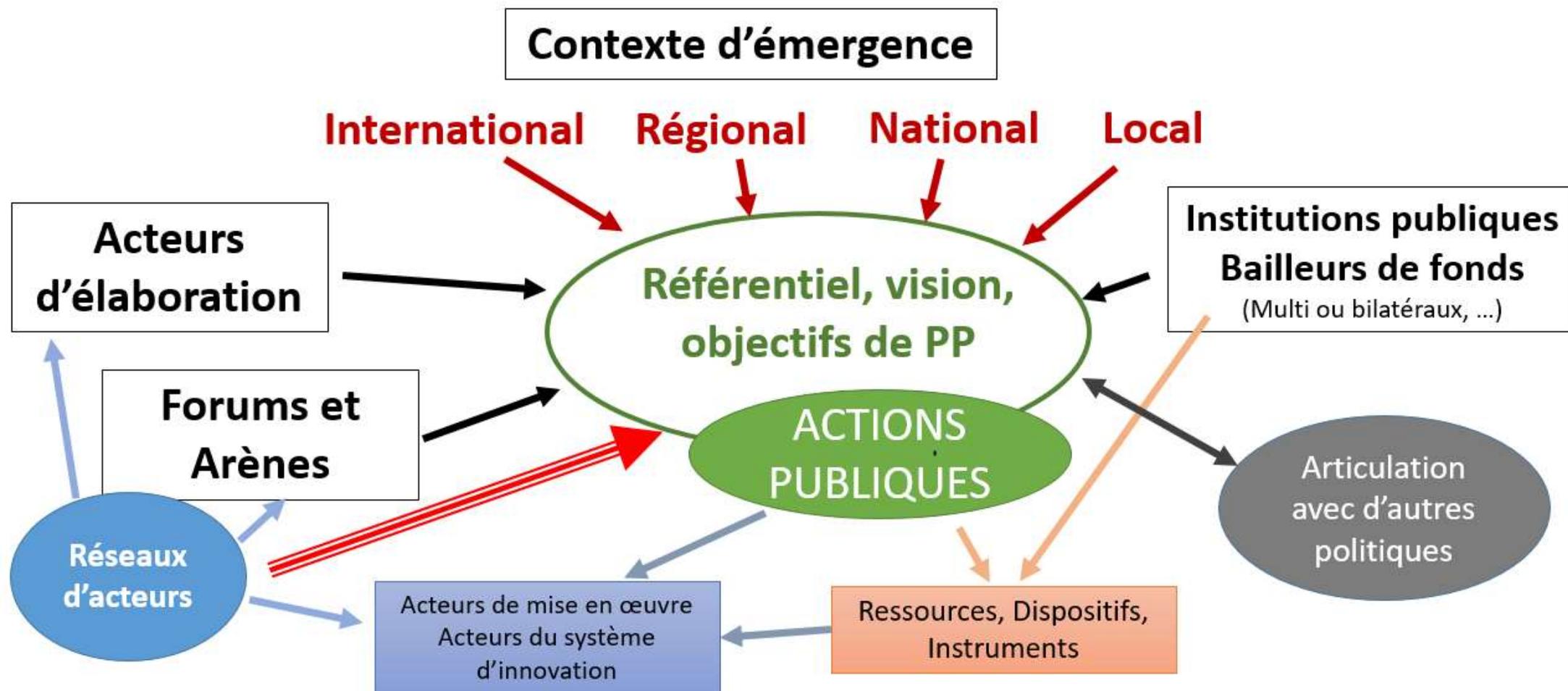
Question de recherche : Les politiques publiques, les systèmes d'acteurs façonnent-ils aujourd'hui un cadre incitatif au développement de l'intensification écologique ?

Au premier regard, OUI... Sur le plan international ... Sur le plan national... Engagements pour le Développement durable



Politiques publiques efficaces?

Des acteurs et des réseaux d'acteurs → Vers un/des objectifs commun(s), une vision commune, des actions communes, des acquis partagés, des ressources mis en commun, des dispositifs communs de mise en œuvre



Politiques publiques à Madagascar

Une forte sectorisation dans la mise en œuvre des actions publiques

		1991-1993	1994-1996	1997-2000	2001-2002	2003-2004	2005-2006	2007	2008-2009	2010-2014	2015	2016-2018	2019 – en cours
Ministère en charge	Cadre politique national	SNLCP	PNARS - PNDS	DCPE	DSRP 1 - 2			MAP		MAP en suspension / Pas de document de référence	PND		IEM PGE PEM
MINAE (Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage)	Politiques de développement agricole et rural, (intégrant des aspects de la sécurité alimentaire)	Pas de document de référence spécifique	Document Politique de Développement Rural		PADR : Plan d'Action pour le Développement Rural			PNDR : Programme National de Développement Rural		PSAEP : Programme Sectoriel Agriculture, Elevage, Pêche		PSAEP	
PRIMATURE (Parfois en lien avec le MAEP ou le MinSan)	Politiques de sécurité alimentaire et nutritionnelle GRC/RRC (Résilience)	Pas de document de référence spécifique	Intégré dans le Document Politique de Développement Rural + Stratégies RRC/GRC		Intégré dans le PADR + Stratégies RRC/GRC		PANSA : Plan d'Action National pour la Sécurité Alimentaire + Stratégies RRC/GRC			Plan National d'Action pour la Nutrition (PNAN) Stratégies RRC/GRC			
MEDD (Ministère de l'Environnement et du Développement Durable)	Protection de l'environnement et des ressources	PAE 1 : Plan d'Action Environnemental I		PAE 2 : Plan d'Action Environnemental II		PAE 3 : Plan d'Action Environnemental III			Suspension (crise Politique)		PEDD : Programme Environnemental pour le Développement Durable		
	Conventions des Nations Unies					Ratification		PANA : Programme National d'Adaptation au changement Climatique					
		Ratification				SNGBD : Stratégie et Plans d'Actions Nationales pour la Biodiversité							
		Ratification			PAN-LCD : Plan d'Actions Nationales de Lutte contre la Désertification								

Politiques publiques à Madagascar et intégration de l'AE

Politiques de développement agricole et rural

Vision → Productivisme, Modernisation agricole, Chaîne de valeur, Agrobusiness... Cibles → Grandes exploitations, Entrepreneurs agricoles

VISIONS TRES ECONOMIQUES

AIC/ Agroécologie?

+ Plus dans la gestion des ressources sols et protection des bassins versants (problématiques d'érosion)

- AE pas encore bien considérée comme solution pour l'augmentation de la productivité (place importante de la révolution verte, et des grandes exploitations)

- AE non intégrée dans les chaînes de valeurs

Politiques environnementales / Conventions des Nations Unies

Vision → Environnement, écologie, ressources naturelles, paysage forestier... Cibles → Ménages, communauté (autour des Aires protégées)

VISIONS TRES ECOLOGIQUES

AIC/ Agroécologie?

+ Emergence E via les bailleurs internationaux (FFEM) et/ou réfléchies dans les grandes conventions internationales

+ Protection des Aires protégées...moyen d'adaptation/atténuation n'est reconnue que dans l'accord de Paris en 2015

- Agriculture vue comme destructrice de la forêt (pratique de TAVY) ... -

Dispositifs et instruments potentiels pour le développement de l'AE fortement axés sur la conservation de la forêt et la biodiversité sauvage (PSE, REDD++, Fond vert pour le climat, ...)

Articulation
faible

Politiques de sécurité alimentaire/nutritionnelle – GRC/RRC

Vision → Sécurité alimentaire-nutritionnelle, Résilience, Accès en alimentation et en vivres... Cibles → Ménages vulnérables (zones vulnérables)

VISIONS TRES SOCIALES

AIC/ Agroécologie?

+ Emergence via les ONG internationales - Des expériences pour la sécurité alimentaire dans le Sud, pour la GRC/RRC dans le Sud Est

+ AE de plus en plus reconnue pour accroître la résilience des ménages agricoles et renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle

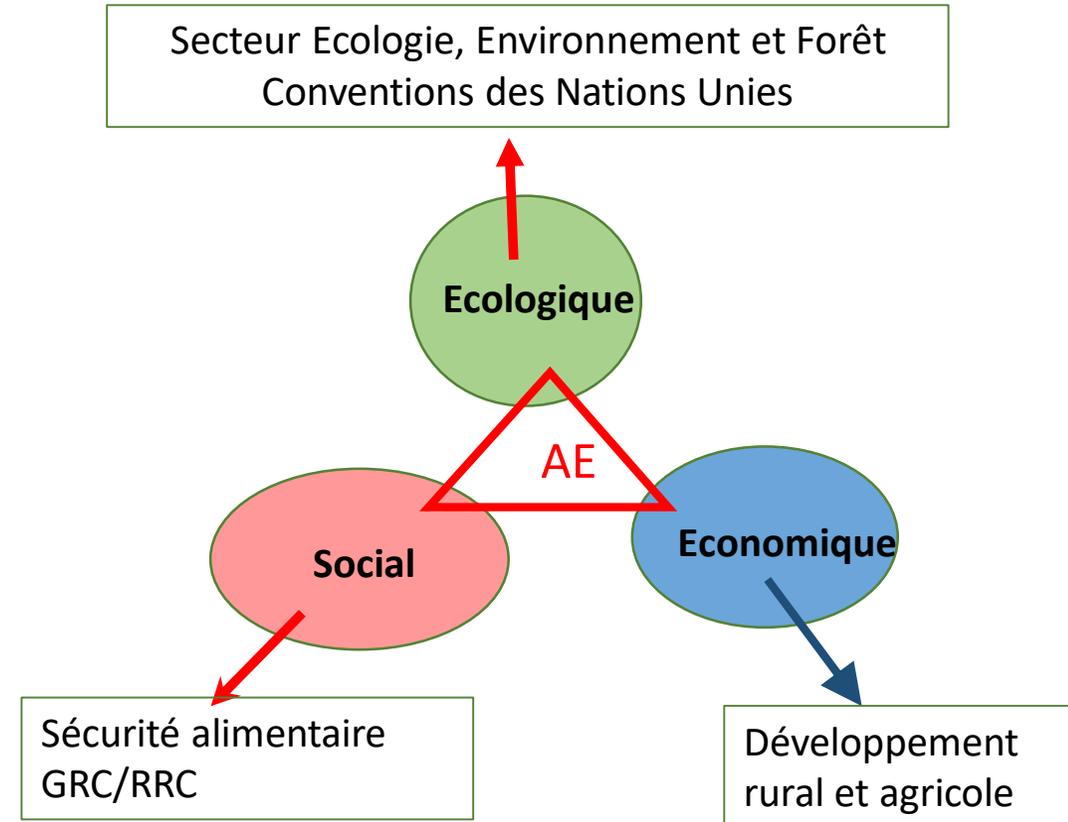
- AE non intégrée dans les chaînes de valeurs, moins de réflexions environnementales

Verrouillage institutionnel de la transition vers l'IAE

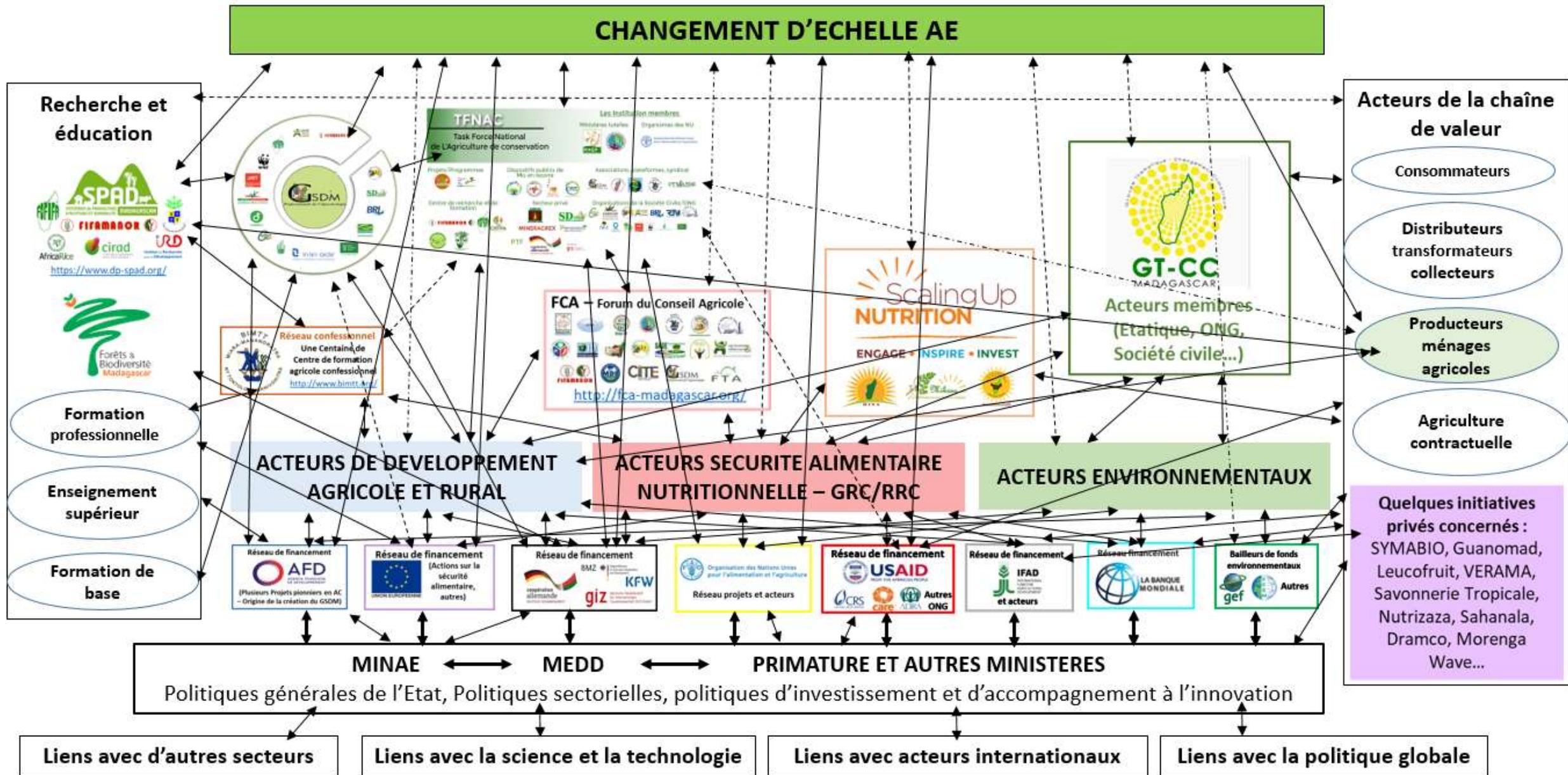
Par dépendance de sentier, les visions dominantes par secteur laissent peu de place au référentiel de l'AIC/AE dans les actions publiques → VERROUILLAGE

* *Dépendance de sentier = Tendances à poursuivre les mêmes sentiers même si ce n'est plus efficace*

- ❑ Coût d'installation des dispositifs institutionnels (au travers de grands projets successifs)
 - ❑ Effets d'apprentissages des acteurs (tendances à partir des mêmes visions)
 - ❑ Effets de coordination
 - Organisations - structuration des acteurs
 - Dispositifs d'accompagnement et de financement
 - Spécialisations des acteurs (ONG, Consultants, ...)
 - Organisation en zones d'intervention conduisant aussi à des verrouillages territoriaux
-
- ✓ **Développement rural et agricole** → Pôle de développement
 - ✓ croissance, souvent périmètres irrigués
 - ✓ **Environnement** → Autour des aires protégées, zones prioritaires lutte contre la désertification
 - ✓ **Sécurité alimentaire et nutritionnelle** → Zones vulnérables comme le Sud et le Sud Est



Cloisonnement des acteurs du système d'innovation



Quelle prise en compte dans les actions de développement-recherche?

- Tendances de cloisonnement (Sectorisation des interventions publiques, acteurs du système d'innovation aussi cloisonnés) → **Intervention à territorialiser en créant des visions communes, en impliquant les acteurs de différents secteurs et acteurs privés, en valorisant les mécanismes potentiels et en mutualisant les ressources et les dispositifs existants**
- Accompagnement de l'AE → **Ne se limite pas au projet et à l'accompagnement direct des agriculteurs...** Mais d'autres politiques et mécanismes à valoriser (**sensibilisation des consommateurs, mécanismes liés au marché et aux acteurs privés, mécanismes environnementaux, mécanismes institutionnelles...**) → Des acquis d'utilisation au niveau des acteurs ... **Une forte nécessité d'échanges et de partage, de mise en commun des mécanismes politiques développés, valorisation commune des dispositifs...**
- Politiques publiques → **Nécessité de plaider ...**
 - Mais pas seulement les décideurs politiques ... c'est **un ensemble d'acteurs à sensibiliser**, à accompagner, des dispositifs et mécanismes à développer
 - **Des évidences à fournir** sur l'apport de l'AE **aux indicateurs de chaque secteur, à différents niveaux** ... recherche - actions de développement (cf annexe de cette présentation)

Merci de votre attention!

Des indicateurs, des évidences à fournir à différents niveaux ?

	Développement agricole et rural	Protection des ressources naturelles / biodiversité, le CC et désertification	Sécurité alimentaire et nutritionnelle GRC/RRC
Cible/niveau d'intervention	Parcelle, EA (EAF, Grandes exploitations), Filière, Lien avec l'agribusiness / Régional, National	Individus, Communauté, Aires protégées, échelle de paysage Protection au niveau national, dégradation au niveau international	Individus (enfants, mères), Ménages, Consommateurs, Communauté (notamment groupes de vulnérables), National
Indicateurs individus	Productivité du travail	Résilience des individus face aux chocs	Insuffisance pondérale (enfants, mères allaitants...) / Poids à la naissance
Indicateurs parcelles	Rendement / Fertilité du sol Amélioration des revenus	Séquestration de C, Biodiversité, Impact des feux de brousse, GDT	Production alimentaire (disponibilité, accessibilité)
Indicateurs EA ou ménage	Travail (productivité, pénibilité), Revenus, sécurité alimentaire	Coût-bénéfice des pratiques Impact sur la vulnérabilité	Sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation convenable, stabilité) ; Diversité alimentaire ; Prévalence de sécurité alimentaire des ménages
Filières	Accès aux intrants, aux matériels adaptés, Accès au marché et lien avec l'agribusiness	-	Qualité des produits pour les consommateurs, qualité nutritionnelle
Indicateurs Communauté	-	Coût bénéfice au niveau de la communauté / GDT	Taux de malnutrition aigüe et/ou chronique au niveau de la communauté
Indicateurs au niveau région territoire	Production régionale Services agricoles	Coût bénéfice au niveau du territoire ; Protection des aires protégées Niveau de concertation - paysage	Taux de malnutrition aigüe et/ou chronique au niveau territoire
Indicateur national	Production nationale et Sécurité alimentaire nationale	Taux de couverture forestière	Taux de malnutrition aigüe et/ou chronique au niveau national